

LE

PRESIDENT

JOURNAL NAPOLEONIEN

Bureaux : Grande Rue Mercière, n. 22.

Lyon, 7 Juin 1849.

ITALIE.

NOUVELLES IMPORTANTES DE ROME.

Des avis reçus hier à Toulon, par voie extraordinaire, annoncent que Rome a été attaquée le 3 de ce mois. Un combat acharné a eu lieu. On signale la brigade Mollière comme ayant fait d'héroïques efforts dans cette lutte sanglante. La journée constituait déjà un grand avantage et promettait des résultats décisifs.

Le général Oudinot, d'après les récits fort succincts parvenus dans notre ville, avait encore le 4 son quartier-général à la Villa Pamfili, tout près de Rome.

Hier au soir, le bruit courait en ville qu'après quatorze heures de combat et de bombardement, Rome avait été prise d'assaut et les barricades emportées à la baïonnette. Cette nouvelle est sans doute prématurée, mais nous ne tarderons pas à apprendre que la ville assiégée a capitulé ou que la prise de possession s'est effectuée de vive force.

Le bateau à vapeur la *Ville de Marseille*, attendu aujourd'hui, apportera sans doute des détails circonstanciés sur des événements destinés à produire une si vive impression.

Turin 5 juin 1849.

Le roi va beaucoup mieux, et l'on espère qu'incessamment il pourra reprendre les rênes du gouvernement; l'énorme quantité de sang qu'on lui a tirée l'a considérablement affaibli, et la moindre secousse pourrait le jeter de nouveau dans une situation fort grave.

On n'a point de nouvelles officielles sur la reddition de Malghera non plus que sur le siège d'Ancône qui, le 27 mai, ne s'était pas encore rendue et qui avait déjà subi une vive canonnade de la part des

Autrichiens.

Les dernières lettres de Rome, arrivant à l'instant, sont du 31 mai. A cette date, toutes négociations étaient rompues; un malentendu fort grave s'était élevé entre le général Oudinot et M. de Lesseps. Au moment où les deux parties en référaient à leur gouvernement, des dépêches arrivant de Paris rappellèrent M. de Lesseps et donnèrent l'ordre d'entrer dans Rome de vive force.

Les hostilités devaient commencer le 2 juin; les Français étaient solidement établis à une portée de pistolet de Rome.

L'amnistie.

Jusqu'à présent, les amnisties politiques n'ont pas produit l'effet que l'on était en droit d'en attendre, et les condamnés, absous par un gouvernement, ont toujours été les premiers à s'insurger de nouveau contre ce même gouvernement. La royauté de Louis-Philippe a été renversée par ceux-là surtout auxquels elle avait pardonné plusieurs fois des actes de rébellion. Néanmoins, nous sommes pour l'amnistie, et cela non pas seulement parce que cette mesure d'oubli et d'indulgence répond aux vœux de notre cœur — non, car la politique austère et froide nous interdit, sur ce point comme sur beaucoup d'autres, de nous abandonner aux élans généreux et aux inspirations générales. La politique comprime nos sentiments et ne s'adresse qu'à notre raison. Mais, au nom de la raison elle-même, nous croyons que le gouvernement ferait bien en proclamant une amnistie complète.

Admettons que les déportés et les détenus, se considérant tous comme injustement frappés, ne sachent aucun gré à la volonté qui ouvrira leur prison, au décret qui les rappellera de l'exil; admettons qu'animés d'une rancune implacable et pris d'une haine aveugle, ils fomentent des projets de révolution et de bouleversement pour donner libre carrière à leur vengeance, admettons cela; mais sont-ils seuls de

leur parti? les 2,000 graciés n'ont-ils pas des milliers de coreligionnaires dont leur emprisonnement irrite les passions, entretient la violence et nourrit les horribles projets? n'ont-ils pas une famille, des parents, des amis, que leur retour calmera et ramènera aux sentiments de paix et de modération? n'ont-ils pas des intérêts qui souffrent, des affaires qui languissent? et, à quelque degré de la hiérarchie sociale qu'ils appartiennent, n'ont-ils pas leurs relations dans lesquelles ils laissent un vide et où ils sont considérés comme des martyrs? Oui, certainement, l'absence de ces hommes leur fait un piédestal; s'ils servent de prétexte aux meneurs, ils sont pour les socialistes de bonne foi la cause d'une irritation déplorable. Rentrés dans leurs familles, ils redeviendront de simples mortels, et le pardon dont ils auront été l'objet produira autour d'eux un effet salutaire. Si l'amnistie rend à l'élément les 2,000 hommes que la déportation et les conseils de guerre lui ont enlevés depuis les journées de juin, elle lui arrachera certainement 10,000 soldats ramenés au bien par un exemple sympathique.

L'amnistie est donc une mesure de saine politique.

En outre, quoi qu'on en dise et quelque effort que nous fassions nous-mêmes pour écarter le côté brillant de cette détermination, nous ne pouvons y parvenir d'une manière complète; c'est qu'en effet, avant d'être habile, le pardon est généreux, et si la raison approuve ce mouvement, c'est dans le cœur qu'il prend naissance. Si coupables qu'ils aient été, les insurgés de juin sont des frères, il ne faut pas leur refuser plus longtemps une place au foyer de la grande famille. Qui sait! la bonté est souvent le flambeau qui éclaire les conversions les plus imprévues; peut-être quelques uns, corrigés par l'infortune, reviendront-ils meilleurs et repentants. Mais, encore une fois, fussent-ils tous déchirés de nouveau la main qui les aura délivrés, ce n'est pas une rai-

FEUILLETON DU PRÉSIDENT.

Torrijos et Kalida.

Episode de la conquête du Pérou.

Torrijos était donc heureux dans cette riante vallée dont il décrit l'opulence en termes si poétiques; il l'était doublement, car il lisait à son réveil un sourire consolateur sur les lèvres entr'ouvertes de Kalida, qui allait bientôt devenir mère.

« Ainsi se forment les colonies, lui disait la belle Péruvienne de sa voix la plus persuasive; d'abord un, puis deux, puis trois; puis, le hasard pousse jusqu'au désert un voyageur égaré.... On lui tend la main, on l'accueille, on le garde, et la famille a besoin d'un champ plus vaste, d'une cabane plus spacieuse, d'une natte plus large.

(1) Toute reproduction, même partielle de ce feuilleton, est rigoureusement interdite.

— Est-ce que la solitude te fatigue? lui demanda tristement l'Espagnol.

— Non, mon ami; mais l'avenir doit nous occuper un peu: tu vas être père, Torrijos; ton fils aura une âme comme ton âme... Je donnerai la mienne à ma fille, car il n'est pas vrai que nos pensées soient dans la tête.

— Que tu es noble, ô mon ange consolateur!... Eh bien! sais-tu ce que m'inspire ta sage prévoyance?

— Parle, ami; ta parole est douce alors même qu'elle gronde; je gage que tu vas avoir raison contre moi qui prétends toujours te donner tort.

— Ecoute: nous sommes si heureux ici, loin des Couraccas, surtout loin des Espagnols, mes sangui-naires compatriotes, que l'idée de fouiller au-delà du cirque de lave qui nous emprisonne ne m'est point encore venue... Peut-être sommes-nous voisins de quelques unes de ces bourgades fortunées dont nous parlent les vieilles traditions de nos pays; peut-être aussi vivons-nous au milieu d'un monde habité... Veux-tu que je grave ces crêtes arides qui nous dominent et que mon œil sonde les profondeurs des vallées qui les séparent?... Le bonheur pur n'est point égoïste, et s'il est vrai que des hommes ou des populations se meuvent près d'ici, je crois qu'il serait humain de leur dire que notre pays

à nous est riche, que nos fruits sont savoureux, nos eaux toujours fraîches et limpides, et notre empire assez vaste pour une partie de ceux qui souffrent... Le veux-tu, Kalida?

— Ta proposition est un reproche, répondait la jeune indienne en présentant une main petite et moite à son époux inquiet, mais je l'accepte sans bouderie; seulement, si tu pars, si tu t'éloignes, je pars avec toi, je ne te quitte pas; tes fatigues doivent être les miennes, tes périls seront les miens...

— Et ton enfant? s'écriait Torrijos alarmé: ici nous avons des fleurs toujours brillantes, du gazon toujours vert, des arbres toujours vigoureux et protecteurs... Il ne faut point de tombe, et, tu le sais, ô ma divine compagne, ton dernier soupir sera le mien.

Le cirque était encore estompé dans le crépuscule, mais les cimes des monts se violaient aux premiers rayons du soleil, les oiseaux voltigeaient à travers le feuillage, et les papillons diaprés leur disputaient joyeusement l'empire de l'air... Un homme jeune et fort, une femme forte et jeune comme lui, escadaient les rampes de cette partie des Andes américaines, si peu étudiée encore. Ils ne se parlaient pas, et cependant chacun d'eux avait dans sa tête de sinistres pensées; vous eussiez dit deux coupables marchant vers leurs juges... S'ils avaient prononcé

son pour leur faire attendre plus longtemps une grâce dont la spontanéité double le prix pour celui qui l'accorde aussi bien que pour ceux qui en profitent.

Les bonnes actions qu'on se laisse arracher perdent toute leur valeur, elles cessent d'être des œuvres méritoires pour devenir des concessions forcées. Que le gouvernement évite cet écueil, et qu'il accorde l'amnistie avant qu'on ne la réclame impérieusement. Au lieu d'une reculade honteuse qu'il lui faudrait subir, il aura l'honneur d'une noble initiative.

Nous trouvons dans l'*Emancipation* de Bruxelles des renseignements pleins d'intérêt sur Kossuth le chef du gouvernement hongrois :

« Kossuth, le dictateur hongrois, Kossuth, le président du comité de défense nationale, n'est pas magyare de naissance, il est de race slovaque. Son nom signifie *cerf* en langue slave, son idiome natif.

« On a voulu comparer Kossuth à O'Connell. On voit que déjà sur un point essentiel la comparaison pêche. Pour être ce qu'il fut, O'Connell devait être avant tout Irlandais. O'Connell a soutenu toute sa vie la cause d'un peuple privé de ses droits. Kossuth, en armant les Hongrois contre les Slaves, soulevait les oppresseurs contre les opprimés, et ces opprimés étaient les co-nationaux de leur principal oppresseur.

« Kossuth épousa les passions hongroises dans les écoles classiques de la Hongrie magyare, où il fut élevé.

« C'est un homme d'environ quarante ans, de moyenne stature, d'une figure noble et expressive, vrai type de montagnard Slovaque, cheveux bruns, yeux bleus, les traits réguliers, d'une des plus belles races slaves; mais son origine se cache sous le costume magyare moderne, la tunique de velours garnie de passementerie d'or, vêtement originairement polonais. Sa coiffure consiste en un *kálpak*, bonnet de fourrure noire ornée d'une plume de héron. Il porte ordinairement à la boutonnière un ruban aux couleurs nationales hongroises, rouge, blanc et vert.

« Kossuth doit son éminente position à beaucoup d'esprit et à une éloquence extraordinaire. Il fait vibrer à sa volonté toutes les cordes des cœurs magyares en faisant appel, avec un art infini, à toutes les passions qu'il a profondément étudiées. Ses discours étincellent de métaphores et de poétiques hyperboles, mais ceux qui l'ont entendu s'accordent à dire que les raisonnements de ces mêmes discours sont on ne peut plus superficiels, et que la logique en est complètement absente, ce qui n'empêche pas l'auditoire magyare de palpiter, aux accents de sa voix, d'émotion et d'enthousiasme, et la nation magyare est une des plus impressionnables de la terre, c'est pourquoi il la gouverne en maître.

« Lorsqu'au mois de mai 1848, il demanda à la diète cent millions et 200,000 hommes pour faire face aux exigences du moment, l'Assemblée vota la somme et les levées demandées unanimement. Kossuth assistait, dans une tribune, à ce vote par accla-

mation. Il se lève, et, saluant l'Assemblée, il prononce ces paroles d'une admirable habileté : *Je m'incline devant la grandeur de ma patrie.* »

Afrique Française.

Alger, le 30 mai 1849.

Les colonnes organisées à Constantine et à Sétif pour agir dans le Zouagha et dans les environs de Bougie ont commencé leurs opérations, au même moment et avec le même bonheur que la colonne sortie d'Aumale sous les ordres de M. le général Blangini, dont nous avons déjà fait connaître le prompt succès.

Parti de Constantine le 18 mai, avec une colonne forte d'environ 4,000 hommes, dont 3,200 d'infanterie, M. le général Horbillon franchissait, sans résistance, le 21, le col escarpé de Beinem, et trouvait vide de population tout le pays circonvoisin.

Ben-Azzedin et ses adhérents s'étaient réfugiés dans le pays difficile des Beni-Mimoun, considéré par eux comme une citadelle inaccessible. Le général, après quelques heures de repos laissées à ses troupes, ayant dressé son camp dans le col de Beinem, assiégea le haut de la berge droite de l'Oued-Ikhra défendue par de nombreux kabyles.

A 4 heures 1/2, après un combat des plus vifs, Bou-Ghrenan-ben-Azzedin, était en fuite, les contingents qu'il avait rassemblés étaient dispersés et laissaient au pouvoir des assaillants 50 morts, 40 chevaux harnachés, ainsi que les troupeaux considérables rassemblés dans la vallée.

Toutes les tribus dominées jusqu'ici par l'influence des Beni-Azzedin sont venues faire leur soumission et ont livré des otages en garantie du paiement des contributions de guerre qui leur ont été imposées.

Cet important succès ne nous a coûté que deux morts et dix blessés. M. le général Horbillon, après avoir mis ordre à toutes les affaires du Zouagha, doit être passé maintenant sur la rive droite de l'Oued-Ghebl, afin de châtier les tribus qui ont reçu le schérif auteur de l'attaque du village d'El-Arrouch.

M. le général de Salles partait de Sétif en même temps que le général Horbillon de Constantine, pour rejoindre, au milieu du pays des Beni-Seliman, la colonne qui, sous les ordres de M. le général de St-Arnaud, protégeait depuis quelque temps la banlieue de Bougie.

Les Beni-Seliman résolument assaillis par l'avant-garde de M. le général de St-Arnaud, repoussés par son arrière-garde, non moins mal accueillis à l'arrière de la colonne de Sétif par un bataillon du 38^e de ligne, prolongèrent le combat avec opiniâtreté, malgré les pertes pénibles, jusqu'à l'arrivée au bivouac de cette dernière arrière-garde, qui n'y fut pas établie avant 7 heures du soir.

La victoire nous est demeurée; mais non sans quelques pertes. Le bataillon du 38^e et quelques compagnies du 51^e qui l'avaient successivement rejoint à l'arrière-garde de la colonne de Sétif, comptaient une trentaine de morts ou de blessés. La colonne de M. le général de St-Arnaud avait 4 tués et 22 blessés.

un seul mot, ils seraient, à coup sûr, revenus sur leurs pas; mais comme le silence pouvait dire un espoir aux yeux de l'autre, ils poursuivirent leur marche pénible à travers les sentiers naturels que la lave avait creusés dans la montagne et qui indiquaient pour ainsi dire l'époque des éruptions qui l'avaient vomie.

Cependant les forces trahissaient le courage de la jeune Péruvienne, dont le doux fardeau paralysait la marche; aussi, à peine eut-elle atteint la première arête de la colline qu'elle demanda un moment de repos: ce moment fut aussi celui de la méditation et des tendres reproches.

— Ah! nous n'aurions pas dû quitter l'asile fortuné pour une espérance qui peut être un malheur, pensait Torrijos: les vrais amis sont rares sur cette terre de désenchantement, et quoique le cœur soit citoyen de l'univers, il ne se fixe guère que par égoïsme ou par intérêt...

— N'est-ce pas, disait Kalida, le coude appuyé sur les genoux de son noble compagnon et en plongeant un pieux regard dans le regard de l'Espagnol, n'est-ce pas, mon ami, qu'il y a loin encore d'ici à la grande vallée que nous voulons atteindre?

— Assez, répondit Torrijos, qui avait compris le sens de cette question — pour que je renonce presque à mon projet.

— Tu n'iras pas plus loin, Juan, ou bien nous poursuivrons ensemble la route; te quitter une heure, une seconde, est au-dessus de mon énergie, et je comprends que je n'ai de puissance qu'auprès de toi. Les haines des hommes s'éteignent; rien n'est éternel ici-bas que notre amour. Oui, mon Juan, nous veillerons sur notre enfant bien-aimé, et le jour où nous dirons notre dernier adieu à la vie, nous indiquerons du doigt à notre fils, à notre fille, la route que nous avons prise pour arriver de Quito jusqu'ici. Le pauvre enfant plantera une croix sur notre unique tombe; puis, en la montrant aux Espagnols ou aux Couracas, il leur racontera nos malheurs avec une éloquence filiale si persuasive, qu'on lui pardonnera sa naissance et ses pleurs.

— Quel triste avenir je t'ai ouvert, ô ma noble compagne! s'écriait Torrijos en se frappant le front avec violence; pardonne, amie, pardonne à mon amour, qui n'a d'abord vu que lui dans sa première résolution... Tu m'as appris, Kalida, que la vie de celui qui aime est tout entière dans la femme qui est aimée... une seule pensée de toi vaut toutes celles que le ciel jette dans ma tête, dans mon cœur, et si jamais...

— Tais-toi, tais-toi! disait la Péruvienne en se redressant à demi; n'as-tu pas entendu près de nous un soupir, une plainte?

Elle avait, en outre, quatre officiers blessés, et qui par une fatalité aussi extraordinaire que regrettable ont promptement succombé à leurs blessures: ce sont MM. Cabarrus, lieutenant au 8^e léger, détaché au bureau arabe de Bougie; Deleau, capitaine au 5^e bataillon de chasseurs à pied; Hochedet, lieutenant au même corps; Aubertier, capitaine au 5^e bataillon de chasseurs à pied.

Le 24 mai, en traversant la vallée de l'Oued-Meroudji-Hala, pour assaillir sur sa rive droite la fraction des Beni-Noual, qui persistait dans la résistance, l'arrière-garde, aux ordres de M. le colonel de Barral, eut à soutenir un combat assez vif, pendant que les troupes d'avant-garde, dirigées par MM. les généraux de Salles et de St-Arnaud, eulevaient, sous la protection de l'artillerie, une position élevée, défendue par plusieurs centaines de Kabyles.

Le combat du 20 mai a tranché ainsi toutes les difficultés avec le kabyles du cercle d'Aumale et de Dellys.

M. le général Blangini ne tardera pas à envoyer ses troupes dans leurs garnisons respectives.

M. le général de Ladmirault continue, sans résistance, sa course dans le bassin de Zabraz, et fait payer l'impôt dû par la grande tribu des Ouled Nails.

Le courrier de l'Ouest n'apporte d'Oran que la confirmation de l'ordre et de la tranquillité solidement établis dans la province. M. le général Péliissier a rencontré, dans sa tournée sur la frontière du Maroc, de la part de toutes ces tribus si longtemps agitées, les dispositions les plus favorables et l'obéissance la plus docile.

Les colonnes d'El-Krieder et d'El-Aricha conservent leurs positions. Les Ahmyan-Garabas négocient toujours, et il n'est guère douteux que la soumission de cette grande tribu ne vienne compléter prochainement les bons résultats déjà obtenus par la persévérance des généraux et des troupes qui viennent d'accomplir, dans les tristes plaines du Sahara, cette longue campagne de plus de deux mois.

Le 5 du courant, après la séance de la chambre, M. le maréchal Bugeaud est rentré chez lui avec tous les symptômes d'une cholérine, présentant un caractère assez grave. A la date du 6, sa situation n'avait point empiré, et l'on était même parvenu à faire disparaître quelques uns des caractères alarmants.

On espère se rendre maître de la maladie.

M. Becker, le chef des sociétés allemandes, vient d'arriver à Paris. Il est, dit-on, question d'organiser, pour le recevoir, un grand banquet socialiste.

On a distribué ce matin à MM. les représentants 4 propositions. La première, de M. Dufournel, est relative à la création d'une caisse générale de retraite et de pension, et à l'institution de sociétés de secours mutuels; la deuxième, de M. Gillon, est relative à la suppression de la prestation en nature pour l'entretien des chemins vicinaux; la troisième, de M. Creton, tend à l'abrogation des lois du 10 août 1852 et du 28 mai 1848, sur les membres des anciennes familles princières; la quatrième, du même auteur, demande l'abrogation de la loi de 1849, sur les boissons et la présentation d'un nouveau projet de loi sur la matière.

— Je le crois, je le crains...

— Tu vois donc bien que tout être vivant est notre ennemi, puisque nous en avons peur!

— Je n'ai peur que pour toi, mon amour.

— Est-ce que nous sommes deux depuis que nous nous connaissons? poursuivit Kalida qui se reconnaissait épouse et mère à la fois... Un danger nous menace, je le vois; allons à lui, Torrijos; allons-y de front, serrés l'un contre l'autre... Viens, viens...

Un immense rocher, dans les anfractuosités duquel grimpait de vigoureuses lianes semblables à des serpents assoupis, séparait nos amoureux de l'endroit d'où ils supposaient que le bruit était parti: le poignard à la main, ils avançaient avec précaution, à petits pas, courbés, l'œil inquiet, l'oreille attentive...

C'était un jaguar accroupi près de sa compagne morte!

Kalida tomba un genou à terre et pâlit... Elle allait être mère: la surprise, l'effroi, venaient de hâter l'heure de sa délivrance.

DE KERROY.

(La suite au prochain numéro.)

Indépendamment du remplacement de M. Lesseps par M. Gustave de Beaumont, on parle de l'envoi à Gaète de M. de Corcelles, chargé d'une mission particulière.

Le gouvernement a reçu positivement des nouvelles de Rome qui annoncent que les hostilités ont été reprises par notre armée expéditionnaire. Mais cette après-midi, on n'avait pas encore de détails sur l'issue de cette attaque; il se pourrait que des dépêches télégraphiques arrivassent dans la soirée et donnassent les résultats.

On lit dans une correspondance de Paris :

Il y a maintenant à Paris et dans ses environs quatre-vingt mille socialistes enrégimentés, organisés, disciplinés en sociétés secrètes et prêts à prendre les armes pour descendre dans la rue au premier signal donné par les chefs du parti. Dans ce nombre, il faut comprendre 8,000 hommes appartenant à diverses légions de la garde nationale, et certes ce chiffre ne paraîtra pas exagéré quand on considère le mauvais esprit qui règne presque exclusivement dans certains quartiers de Paris. A un jour donné, à propos de la discussion de certaines lois de résistance, une émeute, disons plus vrai, une insurrection peut éclater dans la capitale. Nous avons une Montagne hardie, audacieuse, décidée; ses nouveaux membres sont d'une énergie farouche, qui contraste avec la couardise étiolée de quelques uns de ses anciens meneurs.

Chronique parisienne.

Hier, a été arrêté, à huit heures du soir, M. Proudhon, au moment où il arrivait à Paris par le chemin de fer du Nord. Un officier de paix, vêtu d'une blouse, se trouvait là et le reconnut. Il le suivit jusqu'à la porte de la caserne du faubourg Poissonnière. Arrivé à cet endroit, il se fit reconnaître par l'adjudant de service et le requit de lui prêter main-forte. Puis, déclarant à M. Proudhon qu'il était son prisonnier, il lui enjoignit d'entrer dans la caserne pour lui épargner le désagrément d'une arrestation dans la rue. Le grand socialiste vit que toute résistance était superflue. Une voiture fut appelée, et il y monta escorté de l'officier, de l'adjudant et de deux sous-officiers.

Conduit à la préfecture de police, Proudhon fut remis entre les mains de M. Carlier.

Ce matin, à l'église de St-Méry, a été célébré un service anniversaire en mémoire des combattants de 1832. M. Guinard, colonel d'artillerie de la garde nationale parisienne, y assistait avec les insignes de son grade; M. Arago était en uniforme de chef de bataillon de la garde nationale; M. Gent, ex-représentant à la Constituante, enfin une foule d'autres députés non réélus. L'artillerie de la garde nationale s'y est rendue individuellement et en petit nombre. Les autres légions y avaient à peine des représentants. La garde nationale parisienne avait compris que nous n'étions pas dans des circonstances à rendre des honneurs à l'insurrection.

La cérémonie s'est passée sans désordre. Le service terminé, chacun s'est retiré de son côté. Les assistants portaient à leur boutonnière des bouquets d'immortelles.

C'est demain que M. Ledru-Rollin se propose d'interpeller le ministère sur la question brûlante d'Italie; peut-être que d'ici demain les faits accomplis seront-ils venus peser dans la balance. On dit que le général Cavaignac s'est mis en complet accord avec le ministère sur la question d'Italie, et qu'il parlera dans ce sens si les interpellations ont lieu.

Le bruit s'est répandu qu'une rupture ouverte avait éclaté entre le gouvernement égyptien et le consul général de la République qui avait menacé, si on ne faisait pas droit à ses justes prétentions, de demander ses passeports.

On annonce la mort de M. Chasson, représentant, enlevé par le choléra.

Le 1^{er} bureau a conclu à la validité de l'élection de M. Fortoul. Il a repoussé, par conséquent, celle de M. Châteauneuf, concurrent de M. Fortoul dans les Basses-Alpes.

Le conseil des ministres s'est encore réuni ce matin, à 11 heures, pour entendre une dernière lecture du message du président.

Le citoyen Kersausie, après avoir participé au mouvement italien, vient d'arriver de Livourne à Paris. Il va, dit-on, se rendre sur les bords du Rhin, pour se mettre à la tête d'une légion française qu'il veut organiser en Allemagne.

Les deux envoyés extraordinaires de Bade et du Palatinat n'ont pu obtenir audience du président de la République. M. le ministre des affaires étrangères a également refusé de les recevoir.

Les ponts et chaussées ont fait distribuer, depuis une quinzaine de jours, des rations de vin et de thé aux ouvriers employés aux travaux de terrassement sur les divers chantiers de Paris.

ASSEMBLÉE NATIONALE LEGISLATIVE.

Suite et fin de la séance du 5 juin 1849.

M. Léon Faucher, succédant à M. Frichon, prend la parole et fait connaître d'abord quel a été l'esprit général des instructions données aux préfets. Arrivant à la dépêche du 12 mai, il s'exprime ainsi: Le parti socialiste répandait les bruits les plus sinistres, il répandait la terreur... J'ai cru devoir envoyer la contradiction...

J'aurais manqué à mon devoir si je n'avais pas agi ainsi le 12 mai; un préfet m'écrivait qu'on répandait partout le bruit que le président de la République était mis en accusation par l'Assemblée, que 5,000 soldats français étaient passés aux Romains... Cela compromettait la tranquillité, et les préfets me demandaient le démenti le plus prompt.

M. DEMONTY: Les auteurs de ces bruits? (Rires.)

M. LÉON FAUCHER: J'ai reçu 40 lettres à la date des 10 et 11 mai, qui toutes me disaient la même chose.

D'ailleurs, que pourrais-je vous apprendre quand un membre de l'Assemblée est venu vous déclarer lui-même à cette tribune, qu'il avait écrit de l'Assemblée même que les ministres étaient mis en accusation, et que ses amis, prenant leurs espérances pour la réalité, avaient ajouté que les ministres étaient à Vincennes.

Dans d'autres départements, on disait que le général Changarnier avait été fusillé.

Telles étaient les nouvelles colportées par des hommes purs, qui, s'approchant de l'urne électorale, disaient aux électeurs que les socialistes allaient triompher, et alors étaient proférées les plus horribles menaces. (Dénégations à gauche.) On semble révoquer en doute ce que j'avance, mais les journaux socialistes des départements en font foi. J'ai déjà eu l'occasion de lire à cette tribune le *Rhin*, journal du Haut-Rhin. Voulez-vous que j'emprunte quelques lignes à une feuille d'un esprit opposé? Le *Démocrate*, des Hautes-Pyrénées, après avoir constaté un triomphe obtenu par l'opposition sur MM. Drouin de l'Huys et Léon Faucher (rires), ajoute que le peuple voulait prendre les armes pour en finir avec les traîtres, et que plusieurs régiments étaient prêts à mettre la croix en l'air, mais que les représentants de la Montagne avaient obtenu que le peuple restât tranquille, à condition que les ministres seraient mis en accusation le soir même, ce qui a été fait, continue le journal, par 60 membres, parmi lesquels MM. Deville et Vignerte. (Rires.) Quand de pareilles nouvelles étaient répandues avec une si abominable universalité, n'était-ce pas, pour le gouvernement, un devoir de détruire les espérances des factieux, en faisant connaître la vérité? C'est alors que, dans le sentiment du danger, j'ai publié la dépêche télégraphique que je persiste à croire très opportune. (Rumeurs à gauche.) Nous avons voulu détruire la terreur... Nous ne craignons ni le jugement de l'histoire ni celui des contemporains; soyez certains que l'un ne sera pas plus déplorable que l'autre.

M. Crémieux s'applique à justifier la conduite des commissaires du gouvernement provisoire, et, tout en rendant justice aux circulaires lues par M. Léon Faucher, il soutient que, dans la conduite, on s'en est écarté.

L'Assemblée, fatiguée, renvoie la discussion à demain.

La séance est levée.

Séance du 6 juin.

PRÉSIDENCE DE M. DUPIN AÎNÉ.

A deux heures, la séance est ouverte.

Le procès-verbal est lu et adopté.

Voici le résultat du dépouillement du scrutin ouvert hier pour la nomination d'un vice-président en remplacement de M. Tocqueville, nommé ministre.

Nombre des votants,	470
MM. Daru a obtenu	537 suffrages
Lamennais,	65
Baune,	15
Grévy,	6

M. Daru ayant obtenu le plus de suffrages est proclamé vice-président de l'Assemblée législative.

M. Persigny, élu dans deux départements, opte pour celui du Nord.

L'ordre du jour appelle le scrutin pour la nomination de deux membres de l'Assemblée devant faire partie de la commission de surveillance des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations en remplacement de MM. Goudchaux et Duclerc, non réélus représentants.

Après ce scrutin, les urnes sont enlevées, et les scrutateurs vont dans une salle voisine, procéder au dépouillement.

M. Napoléon Bonaparte, élu dans deux départements, déclare opter pour celui de la Sarthe.

M. Victor Considérant a la parole pour s'excuser sur le rappel à l'ordre dont il a été l'objet dans la séance d'hier. Il prétend que l'agitation est partie de la tribune, et que le discours de M. Léon Faucher en a été la source et la cause.

M. LE PRÉSIDENT: Ce n'est point pour l'agitation qui s'est répandue dans l'Assemblée que j'ai rappelé M. Victor Considérant à l'ordre. Je n'ai point à rechercher la cause de cette agitation. J'ai rappelé M. Considérant à l'ordre, parce qu'il troublait l'ordre par ses interruptions. (Très bien!)

M. Crémieux a la parole pour la continuation de son discours, au sujet des élections de l'Yonne.

Il combat les conclusions du rapport et l'admission des élus. Il prétend qu'il se trouve des faits dans les protestations, qui mettent ces élections en suspicion. La dépêche télégraphique du 12 mai est un de ces faits. La conduite du préfet et celle du sous-préfet lui paraissent au si blâmables. Ce n'est point une demande d'enquête qu'il demande, c'est l'annulation pure et simple de l'élection.

L'orateur, revenant sur la dépêche télégraphique, est convaincu qu'elle a exercé une grande influence sur les élections. Cette dépêche contenait une prévision qui était calomnieuse. Non, il n'était pas vrai que les partisans du désordre attendissent le vote de l'Assemblée pour relever les barricades. (Oh! oh!) Non, il n'était pas vrai que les constituants se fussent concertés avec les fauteurs de désordre. (Non! non! on n'a pas dit cela!) La dépêche l'a pu faire croire; c'est un motif pour annuler les élections... (exclamations); du moins dans le département de l'Yonne, où cette dépêche a été exploitée d'une manière indigne par les fonctionnaires.

M. L. FAUCHER: Je suis étonné de voir le préopinant venir s'armer contre moi d'un vote de blâme de l'Assemblée nationale; lui, est tombé lui-même du gouvernement provisoire par suite d'un vote de blâme. (Très bien!)

Sous le gouvernement provisoire, vous a-t-on dit, les élections auraient été libres, les ministres auraient fait leur devoir!... Je le veux bien; mais lorsque vous voulez établir un parallèle, il nous sera permis de l'accepter et de vous dire que vous manquez de mémoire. Quoi! les élections auraient été libres sous le gouvernement provisoire! Vous oubliez les circulaires, les brigues des commissaires pour se faire nommer... Les sommes d'argent prodiguées pour travailler l'opinion et salarier des émissaires... (Très-bien! à droite.) Soyez-en bien sûrs; je ne serais pas revenu sur ce triste passé; mais quand vous vous faites agresseurs, songez à ce que vous avez fait. (Très bien!)

M. PILHES, se levant de la gauche: Les commissaires extraordinaires ont sauvé la République. (Hilarité.)

La séance continue.

Pendant que quelques journaux des départements, et même de Paris, attaquent avec une précipitation que rien n'autorise et n'excuse l'administration nouvelle, qu'ils signalent comme ne donnant pas à la cause de l'ordre toutes les garanties dont elle a besoin, un premier acte du ministre de l'intérieur, un acte commandé par les circonstances, vient prouver combien sont injustes les préoccupations et les préventions aveugles de ces feuilles.

Le *Moniteur* d'aujourd'hui contient un arrêté contresigné par M. Dufaure, qui dissout l'Ecole des arts et métiers d'Angers. Les journaux de Maine-et-Loire nous instruisent des causes malheureusement trop graves qui ont motivé la mesure du gouvernement.

Les élèves de l'Ecole des arts et métiers se sont mis en pleine insurrection contre leur directeur: leurs démonstrations, excitées par les passions du dehors, avaient un caractère tout politique. Les cris de: Vive la rouge, vive la Montagne, ont signalé cette émeute d'école, qui n'était pas encore complètement apaisée, au moment où le journal de Maine-et-Loire a paru.

M. Dufaure n'a fait que son devoir; mais les feuilles qui ont été si promptes à l'accuser, devront au moins, si elles ne veulent pas faire mettre leur loyauté en suspicion, reconnaître qu'il ne pactise pas avec le désordre.

NOUVELLES LOCALES.

Notre ville est affligée depuis quelques jours par des attentats réitérés contre les personnes, attentats accomplis dans des circonstances plus ou moins mystérieuses.

Nous croyons que l'on a tort d'un côté comme de l'autre en attribuant ces crimes à la politique; les insinuations qui se sont glissées à cet égard dans les journaux rouges sont odieuses. Quant à nous, tout en reconnaissant que les passions politiques peuvent, en faisant explosion au milieu d'une querelle, la rendre plus violente et plus furieuse, tout en déplorant que des différences d'opinions puissent amener entre concitoyens des conflits spontanés, nous espérons encore, pour l'honneur de nos adversaires autant que pour notre propre cause, qu'il n'y a dans notre pays aucun parti capable de se déshonorer par un guet-apens prémédité, par un assassinat froidement préparé.

Si par malheur nous nous trompions, il faudrait se voiler la face et n'espérer qu'en Dieu pour sauver la France.

Tandis que le choléra sévit à Paris et dans quelques départements du nord avec un redoublement d'intensité, notre ville, malgré la chaleur accablante qui s'est si promptement manifestée, jouit d'un état sanitaire excellent. C'est là un fait remarquable qui nous est affirmé par tous les médecins.

Néanmoins, nous recommandons à l'autorité de veiller sévèrement à l'exécution de toutes les mesures d'hygiène et de propreté prescrites par les règlements. En présence du fléau qui désole une partie de

la France, on ne saurait prendre trop de précautions.

— On remarquait hier soir, sur le Pont-de-Pierre et sur les quais environnants, des bourgeois marchant au pas et semblant faire un service de police. Était-ce par hasard l'une des patrouilles de sûreté solidaire, annoncées par le *Peuple Souverain*?

— Nous donnons, sous toutes réserves, le fait suivant, communiqué à l'un des journaux de la localité :

« Hier, mardi, à neuf heures du soir, le citoyen Parrat, marchand de vin, rue du Puits-d'Ainay, à Perrache, rentrait de son travail, lorsqu'il fut accosté par trois individus à l'angle de la rue où il demeure ; croyant que c'était de ses connaissances, il s'approcha d'eux, quand tout-à-coup l'un des assaillants lui mit un mouchoir sur la bouche, tandis que les deux autres lui portèrent des coups d'un instrument tranchant.

Aucune des blessures ne présente de gravité.

— Sur l'échafaudage d'une maison en construction, cours Morand, aux Brotteaux, travaillait un maître charpentier, quand, hier, sur les cinq heures du soir, au moment où il allait descendre, le pied lui a manqué. Tombé de la hauteur d'un deuxième étage, il a été transporté, dans un état alarmant, à la pharmacie la plus voisine, où il a reçu les premiers soins.

— Une fête splendide que l'association des artistes donne demain au Jardin-d'Hiver, sous le patronage de M. Taylor, fondateur et président, préoccupe vivement le public lyonnais. Bal, concert, feu d'artifice, éclairage féerique, et, enfin, loterie de plus de mille lots, composés de tableaux, statues, objets d'art et d'un service complet d'argenterie d'une valeur de 2,000 fr.; rien ne sera oublié pour charmer et surprendre les amateurs.

En outre, le but éminemment philanthropique de cette fête provoque de nombreuses adhésions. Chacun veut contribuer au soulagement d'artistes malheureux; chacun veut donner son obole à cette misère si noblement portée, et malgré les absents, émigrés à la campagne, malgré la misère du temps, nous sommes sûrs qu'il y aura foule demain au Jardin-d'Hiver. Ce n'est pas tous les jours que l'on peut faire une bonne action en se procurant un plaisir.

— On nous annonce la création d'une nouvelle école d'équitation qui succéderait à l'ancien manège du Rhône et prendrait le titre de *Manège académique*. Cet établissement-modèle serait, sous la direction de M. de Lagorée, officier de cavalerie démissionnaire, ex-élève et instructeur de Saumur.

Lyon, le 2 juin 1849.

Le président de la Chambre de Commerce de Lyon,

A M. le rédacteur,

Monsieur le rédacteur,

Un de nos teinturiers les plus distingués, M. Guinon est parvenu à faire à la teinture de la soie et de la laine une heureuse application de l'acide piérique.

Renonçant avec un complet désintéressement à toute spéculation privée sur cette découverte, M. Guinon a bien voulu mettre la description de son procédé à la disposition de la chambre de commerce, en l'autorisant à en donner communication à tous les praticiens qui désireraient l'utiliser.

Afin de répondre aux louables intentions de M. Guinon, la chambre de commerce vient vous prier de vouloir bien faire savoir à MM. les teinturiers établis à Lyon et communes suburbaines, qu'ils seront admis à prendre connaissance au secrétariat de la chambre de commerce, palais du Commerce et des Arts, tous les jours non fériés, depuis dix heures du matin jusqu'à une heure après midi, de la description du procédé en question et des échantillons dont elle est accompagnée.

Agréez, M. le Rédacteur, mes salutations distinguées.
BROSSER aîné.

Nouvelles étrangères.

ALLEMAGNE.

On lit dans la *Gazette de Cologne* :

L'entrée des Russes en Transylvanie ne s'est pas confirmée et Bem est dans le Banat. Quant à la prise d'Orsova par les Magyares, elle est annoncée de tous côtés comme certaine; ils y sont entrés le 16 sans coup férir.

Le général Puchver dont les 16,000 hommes donnaient beaucoup d'espérances, s'est retiré dans la Valachie. Les Serbes l'ont suivi, mais la plupart des Allemands et des Valaques se sont réunis aux Magyares. Il est donc certain que les 50,000 Russes annoncés n'ont pas paru à Orsova. Il n'est plus dans le Banat que trois endroits encore non occupés par

les Hongrois.

— On lit dans la *Gazette d'Augsbourg* :

Le bruit d'une défaite des impériaux près de la frontière de Moravie, sur les rives de la March se confirme. D'après des rapports officiels, la garnison de Bude n'a nullement été taillée en pièces, mais simplement faite prisonnière.

— On lit dans la *Presse de Vienne* :

On assure que l'empereur de Russie se rendra à Vienne.

On écrit de St-Petersbourg au même journal que le ministre des finances a fait auprès de la maison de Rotschild des démarches pour un emprunt de 50 millions de roubles d'argent.

La *Réforme* allemande annonce que la nouvelle de la prise de Venise ne s'est pas confirmée.

— La garnison de Bude se composait de 4,000 hommes, dont plusieurs centaines d'Italiens. Il est maintenant prouvé qu'au moment de l'assaut ces derniers ont fusillé leur colonel, et ont aidé les Hongrois dans l'attaque. Après la prise de la forteresse, ils se sont fait incorporer dans les rangs des Magyares.

Ce n'est qu'à l'arrivée de Georgey et de son état-major que le carnage cessa par les soins de cet homme vraiment chevaleresque. Les soldats autrichiens furent désarmés. Georgey chercha le général Hentzis blessé mortellement, le soigna comme un frère, et ne le quitta que lorsque ce général lui eut fait connaître ses dernières volontés et eut expiré dans ses bras.

Les prisonniers de guerre étaient laissés libres d'entrer dans l'armée magyare. Les Italiens et un assez grand nombre de Croates s'y déclarèrent prêts, et les autres furent rigoureusement surveillés. Le château impérial, à moitié incendié, a été pillé pendant le combat. Les maisons particulières sont restées intactes. 120 canons de fort calibre et 26,000 fusils sont tombés aux mains des vainqueurs.

On croit, à Pesth, que les fortifications de Bude seront rasées, parce qu'elles ne peuvent être d'aucune utilité aux Hongrois, et peuvent très bien servir aux Autrichiens, qui, du haut de cette forteresse, ont Pesth au pouvoir de leurs canons.

— On lit dans la *Gazette de Breslau*, du 2 juin :

Je puis vous annoncer de la manière la plus positive que, dans quelques jours au plus tard, les Russes prendront possession de Cracovie et de son territoire et l'incorporeront à la Pologne. L'avenir nous apprendra quels sont leurs projets sur la Gallicie.

— La *Gazette de Vienne*, du 1er juin, annonce officiellement la démission du maréchal lieutenant Welden de ses fonctions de commandant en chef de l'armée autrichienne de Hongrie et de Transylvanie. Le feld-maréchal se retire pour cause de santé. Il est remplacé par le général Magnan.

— On mande de Francfort, le 3 juin : On fait courir ici un bruit étrange. M. Gravell, président intérimaire du ministère de l'empire, serait disposé à se démettre de son portefeuille pour faire place à un nouveau ministre Gagern. On ajoute que M. de Gagern est de retour de Hanau, et que M. Dahlmann s'est prononcé hier, dans une réunion des partisans de M. de Gagern, en faveur du projet de Constitution voté à Berlin.

La minorité du parlement est fort calme, et les débris du parti de la grande Allemagne continuent d'être en fureur contre la Prusse. Plusieurs membres de la gauche son indécis s'ils resteront à Francfort ou s'ils iront à Stuttgart, la démocratie étant prête de faire explosion dans cette dernière ville.

PRUSSE. — BERLIN. On lit dans la *Gazette de Cologne* : On assurait aujourd'hui dans des cercles ordinairement bien informés que le gouvernement venait de recevoir l'adhésion de la Bavière au nouveau projet de Constitution. Dans la même note, la Bavière aurait demandé à la Prusse, de la manière la plus formelle, un corps de troupes prussienne pour l'aider à dominer l'anarchie qu'elle désespère de pouvoir maîtriser par ses propres moyens. D'autre part, la *Correspondance constitutionnelle* déclare, au contraire, qu'elle peut affirmer positivement qu'il est faux que la Bavière ait adhéré jusqu'ici au projet de Constitution proposé par la Prusse, la Saxe et le Hanovre.

— On écrit de Munich, le 30 mai :

Le conseil d'Etat a tenu hier une séance. A la demande de l'Autriche, on y a décidé que l'Autriche et la Bavière protesteraient contre l'intervention de la Prusse dans le Palatinat, et des courriers sont partis dans ce but dès hier soir.

Le roi Maximilien a, dit-on, reçu du roi de Prusse un billet autographe, qui fait ressortir la nécessité

d'un accord avec les plans de la Prusse, mais c'est probablement en vain. La politique du ministère Brandebourg-Manteuffel a réveillé la haine contre la Prusse.

Des mouvements de troupes autrichiennes ont lieu dans la province de Salzbourg jusqu'à Brinçance; on croit que les Autrichiens, réunis aux Bavares, interviendront dans le Palatinat et le grand-duché de Bade.

— On écrit de Carlsruhe, 29 mai :

La proclamation du comité pour inviter les bons citoyens à verser des dons volontaires n'a produit jusqu'ici que 1,200 florins environ.

On dit que 30,000 ou 40,000 hommes de troupes et de corps-francs sont concentrés à la frontière septentrionale dans la vallée du Rhin et du Neckar, Manheim, entre Weinheim et Heidelberg. On ajoute qu'on prendra bientôt l'offensive.

Brentano est, dit-on, parti pour Francfort, afin de négocier avec le grand-duc.

La *Gazette de Carlsruhe* publie une ordonnance du comité du pays, en date du 28 mai, qui organise la force publique en appelant sous les drapeaux tous les hommes en état de porter les armes, du duché de Bade et du Palatinat, de 18 à 50 ans.

Cette force armée est divisée en trois bans : le premier ban se compose des hommes de 18 à 30 ans, plus les volontaires; le second ban se compose de ceux de 30 à 40 ans; et le troisième des hommes de 40 à 50 ans, et des volontaires d'un âge plus avancé. Dans ce contingent, le Palatinat fournira pour sa part 25,000 hommes. Des dispositions ultérieures seront prises pour la réserve.

Nouvelles diverses.

Nous lisons dans le *Courrier de la Gironde* :

EXÉCUTION DU PARRICIDE JEAN PRINCE. — L'exécution de Jean Prince, condamné, il y a deux mois, à la peine de mort, par la cour d'assises de la Gironde, a eu lieu lundi matin, à quatre heures, sur la place d'Aquitaine.

Le condamné a reçu, une heure avant, la visite de M. l'aumônier des prisons, qui est venu lui offrir les secours de son ministère et les conseils de la religion.

Nous avons le regret d'annoncer que Jean Prince est resté indifférent aux paroles du respectable ecclésiastique; il n'a rompu le silence que pour tenir un langage outrageant : « Les prêtres, a-t-il dit, sont des voleurs, je ne peux pas les souffrir. »

Ce malheureux a conservé le même cynisme jusqu'au dernier moment; il l'a porté sur l'échafaud.

Lorsqu'on a procédé à l'opération de la toilette et qu'on l'a revêtu de la chemise blanche des parricides, il s'est écrié : « Mais je serai très bien ainsi tout en blanc ! »

Jean Prince a refusé avant son départ de prendre ni vin ni eau-de-vie.

Il a été conduit sur le lieu du supplice en charrette, la tête rasée et le col de chemise coupé. — Un piquet de gendarmes à cheval l'accompagnait.

Arrivé sur l'échafaud, il a refusé d'embrasser le crucifix et n'a montré aucun repentir. Il avait déjà l'affreux couteau suspendu sur la tête et sa figure souriait encore.

Au moment fatal, ce malheureux a eu un mouvement nerveux, et une partie du menton a été écorchée par la lame.

Le cynisme révoltant dont Jean Prince a fait preuve avait inspiré un dégoût profond aux témoins de cette scène.

12 à 15 cents personnes assistaient à ce triste spectacle. Les femmes s'y trouvaient en grande majorité.

Les affaires ont été très peu animées aujourd'hui. Les fonds publics ont ouvert en baisse; ils se sont raffermis ensuite, puis ont rebaisé, pour remonter de nouveau et finir, le 5 0/0, comme hier, et le 3 0/0 en baisse de 20 c. Les autres valeurs ont été très calmes, et ne présentent pas, pour la plupart, de changements notables sur hier. Aucune nouvelle politique n'a circulé; on a seulement répandu le bruit que le maréchal Bugeaud était atteint du choléra. L'insupportable chaleur qu'il fait depuis plusieurs jours empêche un grand nombre de spéculateurs de venir à la Bourse.

A. MEINEL, gerant.

CHANOINE, imprimeur, n° 12, 18, place de la Charité.